



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 20 – 27 mai 2022

## Sommaire

### Fait marquant

- Le Chancelier de l'Échiquier britannique annonce un nouveau plan de soutien aux ménages de 15 Md£ pour les aider à faire face aux effets de l'inflation

### Climat & Energie

- La limite de capacité retenue par le gouvernement pour le quatrième volet du programme *Contracts for Difference* (CfD) est critiquée
- La Banque d'Angleterre (BoE) publie les résultats des stress tests climatiques effectués sur les principales banques et assureurs britanniques
- Une étude souligne que la lenteur du processus législatif pour reconduire l'Energy Company Obligation (ECO), un dispositif de soutien à la rénovation énergétique, pourrait coûter 600 £ à 56 000 ménages
- Un rapport de la Banque d'Angleterre prévoit une probable réduction de l'accès aux prêts et aux assurances pour les ménages les plus exposés au changement climatique

### Environnement

- Selon une nouvelle étude, la moitié des papillons menacés ou quasi menacés d'extinction au Royaume-Uni

### Industrie

- Le *Business, Energy and Industrial Strategy Committee* démarre un rapport d'information sur l'industrie des semi-conducteurs et sa chaîne d'approvisionnement au Royaume-Uni
- Un rapport souligne les bénéfices des investissements dans les technologies propres pour les régions visées par la politique de *levelling up*
- Le *Department of Business, Energy and Industrial Strategy* (BEIS) va étudier l'impact sur la sécurité nationale britannique de l'acquisition de *Newport Wafer Fab* par *Nexperia*

### Transport

- Le gouvernement envisagerait d'introduire une obligation de service minimum en cas de grève dans les transports
- Le Royaume-Uni souhaite développer des véhicules autonomes à usage commercial

## Fait marquant

### Le Chancelier de l'Échiquier annonce un nouveau plan de soutien aux ménages de 15 Md£ pour les aider à faire face aux effets de l'inflation

Le Chancelier de l'Echiquier Rishi Sunak, a annoncé le 26 mai un nouveau plan de soutien ([cost of living support package](#)), en complément des mesures déjà annoncées lors du *Spring Statement* de mars, visant à aider les ménages les plus précaires au R-U à faire face à l'inflation. Celle-ci a atteint 9% en moyenne annuelle, soit son niveau le plus élevé depuis 40 ans. Le Chancelier a indiqué qu'une nouvelle intervention du Gouvernement était nécessaire à la suite de la publication des prévisions de l'*Ofgem* relatives au plafond (*price cap*) applicable aux tarifs variables qui pourrait augmenter de plus de 800 £ d'ici octobre et atteindre 2 800 £ (cf. infra).

Doté de 15 Md£, le plan de soutien prévoit des mesures particulièrement axées sur les ménages modestes et vulnérables. Les 8 M de ménages bénéficiant d'allocations sociales recevront une aide directe de 650 £, versée en deux fois, en juillet et à l'automne 2022. Un complément de 300 £ bénéficiera aux retraités, et de 150 £ pour les personnes atteintes d'un handicap. En octobre, le Fond de soutien local sera abondé d'1/2 Md£ afin de permettre aux autorités locales d'aider les ménages en difficultés, en priorité ceux qui ne bénéficient pas d'allocations. Enfin, l'ensemble de la population bénéficiera d'un rabais de 400 £ sur sa facture énergétique, le prêt de 200 £ annoncé lors du *Spring Statement* étant doublé et converti en subvention directe. L'universalité de cette mesure porte son coût à 6 Md£.

Ce plan sera pour partie financé grâce à la mise en place d'une surtaxe exceptionnelle temporaire ([Energy Profit Levy](#)) de 25 % sur les profits des compagnies pétrolières et gazières qui entre en vigueur dès son annonce et devrait rapporter 5 Md£ la première année. Afin de ne pas décourager les investissements de ces entreprises tout en taxant « justement » leurs profits « hors normes », le gouvernement a indiqué que chaque livre investi dans la production de pétrole ou de gaz permettrait de réduire la surtaxe de 0,80 £. Les producteurs d'électricité ne seront pas taxés. La taxe devra prendre fin au plus tard le 31 décembre 2025 voire plus tôt si les prix reviennent à leurs niveaux habituels.

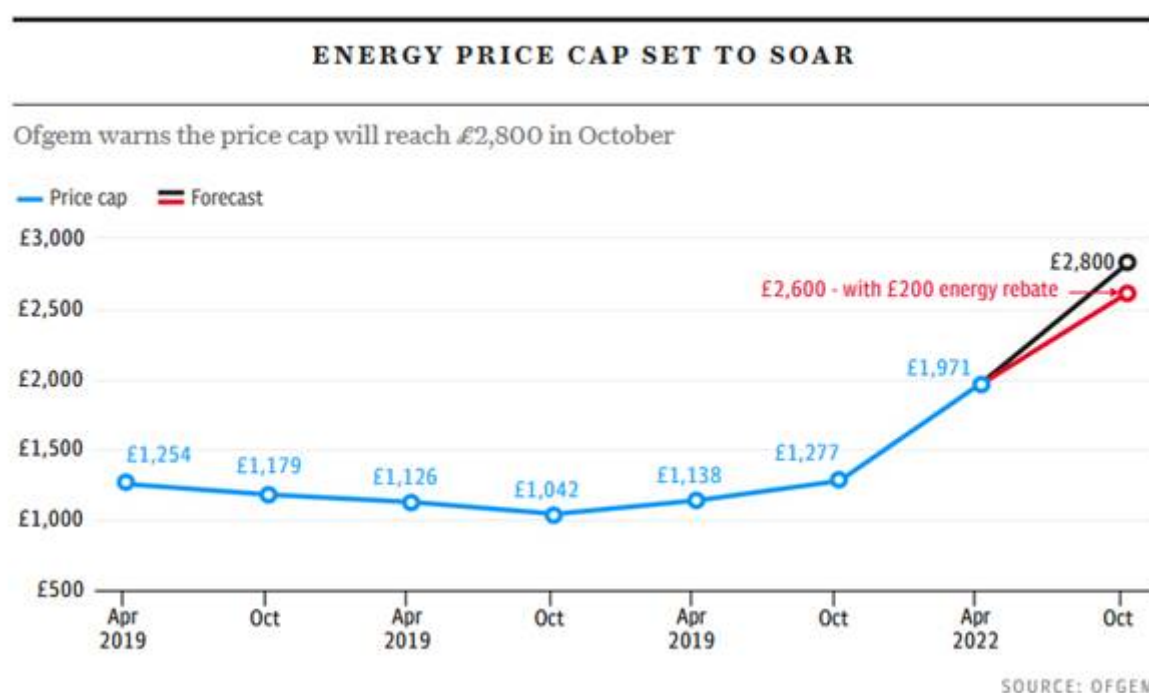
## Le chiffre de la semaine

3<sup>e</sup>

Le Royaume-Uni se hisse de la cinquième à la troisième place dans le classement semestriel d'EY ([Renewable Energy Country Attractiveness Index](#)) mesurant l'attractivité des pays dans le secteur des énergies vertes. Le rapport indique que la stratégie de sécurité énergétique dévoilée par le gouvernement le 7 avril 2022, a contribué à améliorer l'attractivité du R-U. Celle-ci fixe une ambition de 95 % d'électricité à faible émission carbone produite d'ici 2030 et 100 % d'ici 2035.

## Le graphique de la semaine

Evolution du plafond des prix de l'énergie fixé par Ofgem



\*Projection basée sur les chiffres donnés par le directeur de l'*Ofgem* lors de son intervention à la chambre des communes – ce graphique ne tient pas compte du doublement du rabais annoncé depuis par le Gouvernement, de 200 £ à 400 £.  
Source : <https://www.bbc.com/news/business-61562657>

Jonathan Brearley, le directeur de l'*Ofgem*, le régulateur des marchés de l'énergie, a déclaré à une commission parlementaire que la facture énergétique moyenne d'un ménage risque d'augmenter de plus de 800 £ à partir d'octobre 2022. Cette hausse résulterait de l'augmentation du plafond des prix de l'énergie, calculé deux fois par an en fonction de l'évolution des prix au cours des mois précédents. Celui-ci, qui concerne 23 millions de foyers, devrait atteindre 2 800 £ par an à compter du 1<sup>er</sup> octobre. M. Brearley a estimé que le nombre de personnes en situation de précarité énergétique au R-U pourrait doubler pour atteindre 12 millions, à la suite de cette hausse du plafond des prix de l'énergie. Pour rappel, un ménage est en précarité énergétique lorsqu'il doit consacrer 10 % ou plus de son revenu disponible aux factures énergétiques.

## Climat & Energie

**Flash** – *National Grid*, l'entreprise gestionnaire du réseau d'électricité et de gaz britannique annonce investir 24 Md£ sur 5 ans dans des projets d'énergie renouvelable.

**Flash** – L’interconnecteur électrique de 1 GW entre la France et le Royaume-Uni [ElecLink](#), qui passe par le tunnel sous la Manche, a débuté son exploitation commerciale le 25 mai.

## La limite de capacité retenue par le gouvernement pour le quatrième volet du programme *Contracts for Difference* (CfD) est critiquée

Une coalition de fédérations professionnelles et de groupes environnementaux (*Greenpeace*, *National Farmers Union*, *CBI*) appellent le gouvernement à urgemment reconsidérer la limite de capacité fixée par la quatrième allocation de contrats du programme *Contracts for Difference* (CfD) de 12 GW pour les nouveaux projets d’énergie renouvelable, correspondant à 285 M£ par an de financements. Selon le [Guardian](#), l’équivalent de 17,4 GW de nouveaux projets d’énergie renouvelable bénéficieraient actuellement d’un permis de construire. Cela signifie que de nombreux projets qui seraient prêts à démarrer cette année ne pourront pas bénéficier des CfD et, faute de garanties financières suffisantes, pourraient ne pas entrer en production.

## La Banque d’Angleterre (BoE) publie les résultats des stress tests climatiques effectués sur les principales banques et assureurs britanniques

La [Bank of England](#) (BoE) a évalué la résilience des 19 établissements financiers les plus importants du R-U face aux risques climatiques. Pour ce faire, la banque centrale a comparé l’exposition du bilan de l’année 2020 de ces entreprises à trois scénarios modélisant un risque climatique inégal :

- Un premier scénario de « transition ordonnée » dans laquelle les températures augmenteraient à 1,8 °C d’ici 2050 ;
- Un second scénario de « transition désordonnée » où les températures augmenteraient également de 1,8 °C d’ici 2050, mais grâce à des politiques publiques plus tardives et chaotiques ;
- Un dernier scénario où les températures mondiales augmenteraient de 3,3° C d’ici 2050 car aucune politique climatique supplémentaire ne serait mise en œuvre.

« S’ils varient selon les entreprises et les scénarios, en moyenne les taux de pertes devraient atteindre 10 à 15 % des bénéfices annuels » dans les décennies à venir, avertit Sam Woods, directeur de l’autorité de réglementation prudentielle de la BoE. Il ajoute que dans le pire scénario, les banques essuieraient une perte de 225 Md£ et les actifs des compagnies d’assurances chuteraient de 15 % d’ici 2050. Enfin, il rassure en affirmant que la plupart des banques et assureurs exerçant au Royaume-Uni devraient être en mesure de faire face aux risques climatiques mais rappelle que ceux-ci vont devenir un poids persistant sur la rentabilité des établissements.

## Une étude souligne que la lenteur du processus législatif pour reconduire l’*Energy Company Obligation* (ECO), un dispositif de soutien à la rénovation énergétique, pourrait coûter 600 £ à 56 000 ménages

Une étude de l’*Energy & Climate Intelligence Unit* ([ECIU](#)) rapporte que le gouvernement britannique n’a toujours pas démarré le processus législatif pour le lancement de la phase IV de l’*Energy Company Obligation* (ECO), un dispositif de soutien à la rénovation énergétique des logements. D’après Matt Copeland de *National Energy Action*, association caritative luttant



contre la précarité énergétique, la prolongation de ce dispositif ne devrait être examinée qu'en septembre. L'*Energy & Climate Intelligence Unit* (ECIU) estime qu'une interruption de six mois du dispositif ECO pourrait empêcher 56 250 foyers d'économiser 600 £ par an sur leurs factures énergétiques. Pour rappel, l'*Energy Company Obligation* (ECO), débutée en 2013, oblige les fournisseurs d'énergie à participer au financement de travaux d'isolation thermique pour les ménages en situation de précarité énergétique. Entre l'instauration du dispositif et l'année 2020, l'ECO a permis la mise en œuvre de 1,91 M de mesures pour 1,29 M de ménages, correspondant à des économies sur les factures d'énergies de 26 Md£.

## Un rapport de la Banque d'Angleterre prévoit une probable réduction de l'accès aux prêts et aux assurances pour les ménages les plus exposés au changement climatique

Un rapport de la [Bank of England](#) (BoE) anticipe une possible réduction de l'accès aux prêts et aux assurances pour les ménages les plus exposés au changement climatique dans un scénario du pire où aucune action supplémentaire pour enrayer le dérèglement du climat ne serait engagée. La banque centrale suggère que dans ce scénario, certains ménages, comme ceux situés dans des zones sujettes aux inondations, pourraient avoir des difficultés à accéder à des prêts et à une assurance abordables. En effet, les banques réduiraient considérablement les prêts aux propriétés confrontées à des risques climatiques plus importants, et les assureurs augmenteraient considérablement les primes d'assurances dommages qu'ils facturent pour s'assurer contre ces risques. La BoE estime que d'ici à 2050, dans ce « scénario du pire », 7 % des ménages britanniques actuellement couverts pourraient être contraints de se passer d'assurance, soit parce que leurs propriétés deviendraient non assurables, soit parce qu'ils ne seraient plus en mesure de payer les primes d'assurance exigées pour leur logement.

## Environnement

**Flash – 5 projets** en Angleterre devraient recevoir des fonds publics (avec une dotation initiale de 2,4 M£) afin de lutter contre la perte de biodiversité et favoriser l'accès à la nature, correspondant à une surface pouvant aller jusqu'à 99 000 hectares.

## Selon une nouvelle étude, la moitié des papillons serait menacée d'extinction au Royaume-Uni

La moitié des espèces de [papillons](#) au Royaume-Uni est menacée d'extinction ou est proche de l'être a alerté le 25 mai la *Butterfly Conservation*, une association de protection des papillons. 4 espèces sur les 62 étudiées seraient déjà éteintes au niveau national ; parmi les 58 restantes, 24 sont menacées d'extinction, classées comme en voie de disparition ou susceptibles de disparaître du Royaume-Uni et cinq espèces supplémentaires sont classées comme quasi menacées. La situation s'est détériorée depuis la dernière évaluation en 2011, avec cinq nouvelles espèces menacées d'extinction. Responsable du pôle scientifique de *Butterfly conservation*, le Dr Richard Fox a jugé ces conclusions préoccupantes et cité, parmi les causes de ce déclin, la pollution à l'azote provenant de l'agriculture et le changement climatique.

## Industrie

**Flash** – Le producteur britannique de batteries électriques *BritishVolt* a annoncé le [rachat du constructeur allemand de cellules de batteries EAS](#) pour un montant de 36 M€.

### **Le *Business, Energy and Industrial Strategy Committee* démarre un rapport d'information sur l'industrie des semi-conducteurs et sa chaîne d'approvisionnement au Royaume-Uni**

Le président de la mission, le député Darren Jones, rappelle que cette [mission](#) intervient alors qu'une pénurie mondiale de semi-conducteurs provoque une perturbation généralisée des chaînes d'approvisionnement, avec un impact sur la commercialisation de produits comme la *Mini* et la *PlayStation 5*. Dans cette enquête, le comité cherche à appréhender la demande actuelle et future de puces informatiques au Royaume-Uni, les forces et faiblesses de l'industrie britannique de semi-conducteurs et de sa chaîne d'approvisionnement, ainsi que les opportunités de collaboration avec les États-Unis, l'Union européenne et d'autres pays.

### **Un rapport souligne les bénéfices des investissements dans les technologies propres pour les régions visées par la politique de *levelling up***

Intitulé *Growing clean*, ce [rapport](#) publié par le think tank *Resolution Foundation* et la *London School of Economics*, affirme que les investissements verts pourraient contribuer à la croissance britannique et à la réduction des inégalités régionales. En se basant sur le nombre de brevets déposés par des *cleantechs* (entreprises développant des technologies qui présentent une valeur ajoutée sur le plan environnemental), le rapport conclut que le R-U n'est pas l'économie la plus avancée dans ce domaine mais dispose d'atouts dans les secteurs suivants : énergie marémotrice, éolien maritime, technologies de captage, d'utilisation et de stockage du carbone. Le rapport note également que les régions les moins productives, visées par la politique de *levelling up*, tendent à se spécialiser davantage dans ces technologies. Les auteurs invitent donc à orienter les investissements publics nécessaires à la décarbonation de l'économie britannique en priorité vers ces régions, ce qui permettrait d'augmenter leur productivité et leur croissance, l'un des objectifs clés du *levelling up*.

### **Le *Department of Business, Energy and Industrial Strategy* (BEIS) va étudier l'impact pour la sécurité nationale britannique du [rachat](#) par un groupe chinois d'une société de semi-conducteurs galloise**

Le Ministre du *Department for Business, Energy & Industrial Strategy* (BEIS) Kwasi Kwarteng a [annoncé](#) le 25 mai l'ouverture d'une enquête approfondie sur les implications en matière de sécurité nationale de l'acquisition par [Nexperia](#) de *Newport Wafer Fab*, plus grand fabricant britannique de pièces de silicone, notamment utilisées dans la fabrication de puces électroniques. Pour rappel, *Nexperia*, entreprise de semi-conducteurs basée aux Pays-Bas mais détenue à 100 % par le chinois [Wingtech Technology](#), avait [annoncé](#) le 5 juillet 2021 le rachat de l'entreprise britannique. Or, au titre du *National Security and Investment Act 2021* – établissant un mécanisme de filtrage des investissements dans les domaines stratégiques – le gouvernement

a un pouvoir d'intervention discrétionnaire dit de « *call-in* », permettant au ministre de l'Economie d'intervenir dans une transaction en cours ou déjà effectuée. Le gouvernement dispose d'un délai de 30 jours ouvrés (pouvant être étendu de 45 jours) pour publier les résultats de son enquête.

## Transport

**Flash** – La mairie de Londres et *Transport for London (TfL)* ont lancé une [consultation](#) sur une possible extension de la zone à très faibles émissions (*ULEZ*) dès août 2023. La quasi-totalité de l'agglomération londonienne serait alors soumise à l'*ULEZ*.

**Flash** – 4 000 employés de stations de métro londoniennes ont menacé de faire [grève](#) le 6 juin, au lendemain des célébrations du jubilé, pour protester contre les suppressions de poste annoncées par *TfL*.

**Flash** – [L'Office of Rail and Road \(ORR\)](#), a publié des données portant sur les cinq dernières années montrant que le système ferroviaire britannique serait parmi les plus performants en termes de sécurité parmi les pays européens.

**Flash** – selon une [étude de la fédération des constructeurs automobiles britanniques \(SMMT\)](#), 57 % des utilisateurs de camionnettes seraient inquiets de ne pas trouver de solution de recharge quand ils en ont besoin en cas de basculement vers un véhicule électrique. La fédération appelle à un plan national pour favoriser la transition de cette catégorie de véhicules vers l'électrique.

**Flash** – Le gouvernement a lancé la deuxième tranche de financements (12 M£) proposé dans le cadre de la *Clean maritime demonstration competition (CMDC)* : les projets peuvent être soumis jusqu'au 13 juillet 2022. Le *CMDC* vise à financer des études de faisabilité et des essais de pré-déploiement de « solutions maritimes propres innovantes ».

## Le gouvernement envisagerait d'introduire une obligation de service minimum en cas de grève dans les transports

Le gouvernement envisagerait d'introduire cette mesure, une promesse figurant dans le programme du parti conservateur comme l'a rappelé le ministre des [Transports](#) Grant Shapps. De nombreux syndicats ont critiqué cette proposition, estimant qu'il s'agirait d'une atteinte au droit de grève. Les annonces du ministre interviennent alors que les adhérents du syndicat *RMT (Rail, Maritime and Transport)* se sont très largement prononcés en faveur d'un [mouvement national de grève](#) face aux licenciements envisagés pour les postes de maintenance et aux guichets. Cette grève, qui pourrait débuter à la mi-juin, inquiète les industriels en cas de perturbation prolongée du fret ferroviaire, qui leur coûterait environ 30 M£ par jour. Les opérateurs ferroviaires doivent réaliser au moins 2 Md£ d'économies en 2022, après deux ans d'un soutien financier inédit de la part du ministère des Transports (*DfT*). Les conducteurs de [trains](#) mènent déjà de nombreuses actions, mettant en avant leurs conditions de travail dégradées et la baisse de leur pouvoir d'achat. Les conducteurs de *ScotRail* refusent ainsi d'effectuer des heures supplémentaires ou de travailler pendant leurs jours de repos et des grèves ont déjà eu lieu sur les lignes *Transpennine* et pourraient perturber le weekend du jubilé début juin.



## Le Royaume-Uni souhaite développer des véhicules autonomes à usage commercial

Lord Grimstone, secrétaire d'Etat chargé de l'Investissement, a annoncé le lancement d'un fonds de 40 M£ dédié aux [véhicules](#) autonomes à usage commercial (camionnettes de livraison, bus, navettes, etc.). La *Commercialising Connected and Automated Mobility' competition* permettra aux candidats sélectionnés de bénéficier de subventions permettant de déployer ce type de véhicule dans l'ensemble du R-U d'ici 2025. Le gouvernement estime que ces véhicules autonomes pourraient induire un gain de 42 Md£ pour l'économie britannique et la création de 38 000 emplois qualifiés d'ici 2035. Le gouvernement souhaite également faire évoluer le cadre législatif afin d'autoriser la mise en circulation des véhicules autonomes et connectés, une mesure qui devrait faire partie du *Transport Bill* annoncé dans le discours du trône de cette année. Les premières voitures utilisant des systèmes de conduite autonomes – permettant d'assurer le maintien du véhicule dans sa file à des vitesses inférieures à 60 km/h (système [ALKS](#)) – pourraient ainsi être autorisées à emprunter les routes britanniques d'ici la fin de l'année.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)